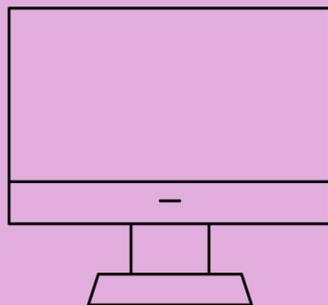


Le projet CGT pour Atos en chiffres



Un seul Atos : la sécurité du numérique de bout en bout

Par l'**ensemble** de ses activités et ses compétences, Atos constitue le seul acteur susceptible d'offrir à la France et à l'Europe un véritable socle technologique en matière de souveraineté numérique. En effet, les activités de l'entreprise sont aujourd'hui déterminantes pour la plupart des administrations publiques et pour l'État français, dans les domaines militaires, nucléaires, de la santé ou encore de la recherche scientifique.

À la CGT, nous pensons que la situation stratégique d'Atos nécessite un vrai changement de paradigme, basé notamment sur une vision industrielle de long terme. Si les conséquences dramatiques d'une déroute d'Atos sont évidentes de ce point de vue, il apparaît de plus en plus clairement que la solution ne passera pas par un démantèlement du groupe. L'échec retentissant des négociations avec Airbus pour la reprise de BDS et de celles avec D. Kretinsky pour la reprise de Tech Foundations agrmente d'ailleurs ce scénario.

Au contraire, l'hypothèse d'**un recentrage stratégique sur le marché européen et une offre IT souveraine**, telle que portée depuis le début par la CGT, commence à faire son chemin. C'est ce que montre notamment la [prise de position](#) récente de la présidence de l'Udaac (Union des actionnaires constructifs d'Atos).

Deux objectifs majeurs : retrouver des marges de manœuvres et générer un choc de confiance

La construction d'un véritable projet industriel de long terme passe par le desserrement de la contrainte financière. À très court terme, sortir le groupe de la cotation est une action prioritaire, pour qu'Atos n'ait plus à répondre à des injonctions financières immédiates.

Dans un second temps, la **vente de la RBU Americas** représenterait un apport de liquidités estimées¹ à entre **1,5 et 1,9 milliard d'euros**. Le canadien CGI pourrait, par exemple, être intéressé par l'opération afin de renforcer sa dimension internationale. En parallèle, une **augmentation significative du capital de l'ordre d'un milliard d'euros** semble impérative. Cette recapitalisation pourrait logiquement faire intervenir l'État (via la BPI, l'Agence de participation de l'État ou encore la CDC), mais également toute entreprise du numérique dont l'État est actionnaire ou tout acteur industriel ayant des intérêts liés aux activités d'Atos (Orange, Dassault Systems, Thalès, Airbus, OVH, etc.). En plus de réinjecter de la trésorerie, cet apport en capital serait de nature à rassurer les clients et prospects d'Atos quant à sa capacité à être un partenaire de long terme. Ce **choc de confiance** est nécessaire pour **préserver la dynamique commerciale**² du groupe, en évitant des pertes contractuelles massives qui le fragiliserait. En ce sens, le caractère rapide de l'intervention de l'État est aussi primordial.

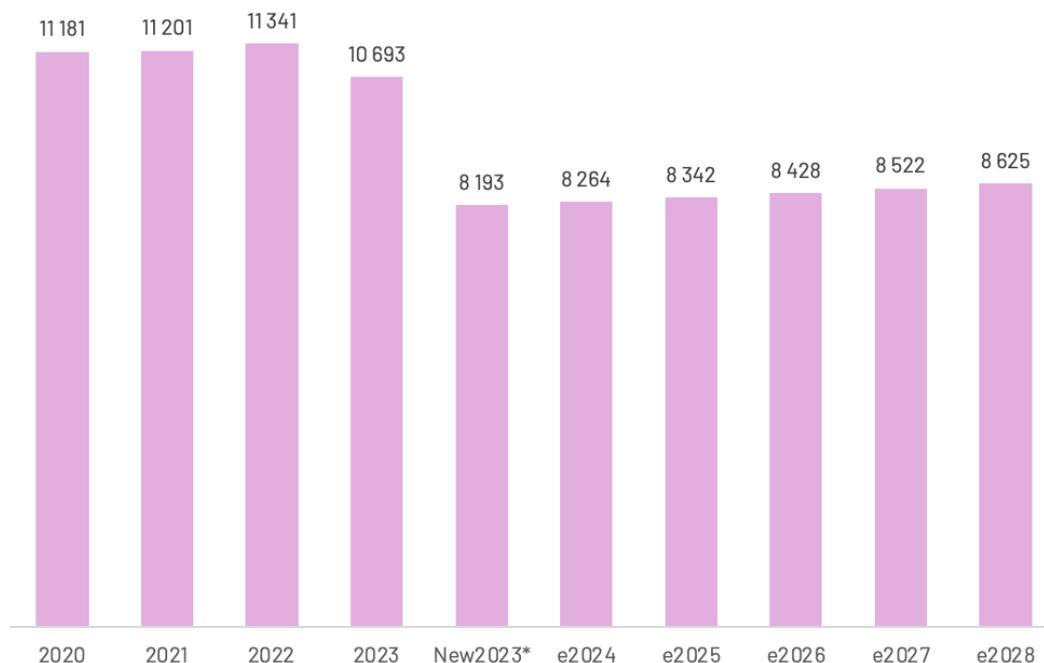
1. Prix de cession en cohérence avec les dépréciations d'actifs intervenues dans la dernière publication des comptes.

2*. New2023 correspond à une estimation sur la base de données historiques, hors RBU Americas. Nous prenons comme hypothèse un Taux de Croissance Annuel Moyen à - 1,8 % pour l'entité Tech Foundations, cohérents avec les dernières hypothèses du groupe, et un TCAM entre + 3 % (hypothèse basse) et + 4 % (hypothèse haute) pour Eviden.

À plus long terme, Atos doit pouvoir renouer avec une capacité à maintenir l'état de l'art, mais aussi à développer les technologies du futur (intelligence artificielle, et autres technologies avancées du numériques). Pour rappel, la situation actuelle n'est pas sans lien avec un déficit d'investissement tant dans le capital humain que dans l'innovation technologique, et un retard important dans un certain nombre de technologies. Rompre cette dynamique passe ainsi par un effort accru de R & D, notamment au sein de l'entité BDS³, et par un renforcement de la politique RH⁴.

L'analyse financière du projet CGT montre que c'est possible

C'est désormais sur la base d'une approche partagée de l'équation financière qu'il faut échanger plus concrètement avec les différentes parties prenantes. Une première analyse, appuyée sur une expertise économique, montre qu'une solution d'avenir matérialisant ces grandes orientations est possible.



La cession de la RBU Americas se traduirait logiquement par une diminution du chiffre d'affaires, qui suivrait ensuite son rythme de croissance organique (voir note), sous réserve que le choc de confiance positif soit à la hauteur des enjeux.

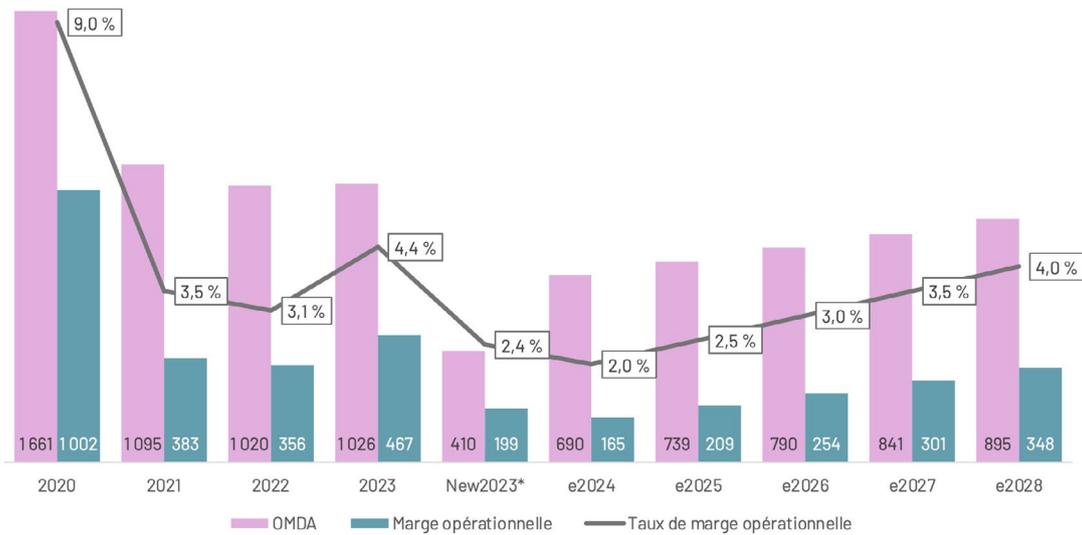
De la même manière, l'OMDA⁵ et la marge opérationnelle retrouveraient un chemin de croissance plus régulier.

3. Il repose ici sur un doublement de l'effort de R & D pour porter le ratio de 4 % du chiffre d'affaires à 8 % du CA.

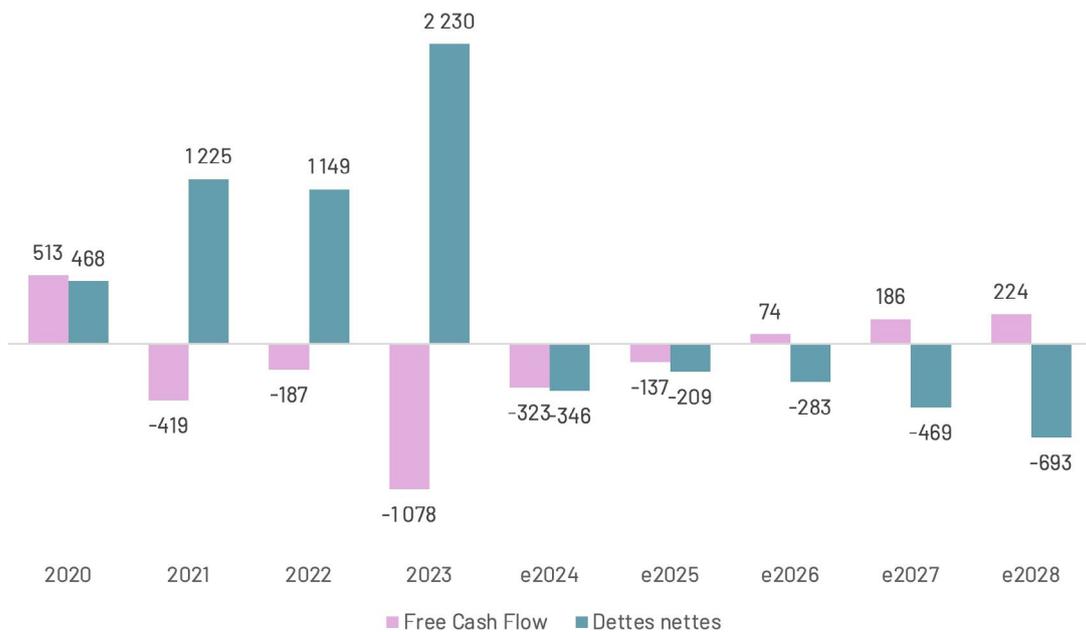
4. La question du choc de confiance se pose aussi du côté des salarié-es, que l'incertitude grandissante et la concurrence des salaires poussent à partir.

5. Operating Margin before Depreciation and Amortization.

La cession de la RBU Americas entrainerait mécaniquement une dégradation de la rentabilité d'exploitation du groupe Atos (de 4,4% à 2,4%), compte tenu du niveau élevé de marge réalisé par l'entité Syntel dont le modèle d'activité repose quasi intégralement sur une production en Inde. Toutefois, de la même manière que le chiffre d'affaires, l'OMDA et la marge opérationnelle retrouveraient un chemin de croissance plus régulier.



Associée à la recapitalisation, la cession apporterait de bonnes marges de manœuvre pour relancer la machine, avec un Free Cash Flow positif à compter de 2026, et une situation de trésorerie nette⁶ qui se consoliderait à partir de 2026.



6. C'est-à-dire des dettes nettes négatives.

En définitive, une croissance moindre du chiffre d'affaires ou une moindre amélioration de la marge opérationnelle pourrait être encaissée par le groupe à cet horizon. Même en prenant un TCAM à 3 % pour Eviden et un prix de cession moins favorable de la RBU Americas, Atos parviendrait à dégager du cash à partir de 2026, et à consolider ses dettes nettes à partir de 2028.

Synthèse

Le groupe Atos est un acteur majeur au cœur de la souveraineté numérique française, faisant de la continuité de ses activités un enjeu prioritaire. En ce sens, l'État doit être partie prenante dans sa sauvegarde et ses orientations stratégiques futures, seules à-même de construire une véritable stratégie industrielle informatique, française ou européenne, du composant au software.